

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Soviets and Factory Committees in the Russian Revolution ».

Cette traduction a été réalisée en juin-juillet 2011. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est entré en contact avec nous. C'est cette personne qui a réalisé la traduction que voici (et nous l'en remercions chaleureusement). Elle se reconnaîtra.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

## Soviets et comités d'usines pendant la Révolution russe

par Peter Rachleff

*Peter Rachleff retrace ici l'histoire de deux types d'organisations mises en place par les travailleurs/euses russes – les soviets et les comités d'usines – jusqu'à leur reprise en main et/ou leur éradication par les bolcheviks peu après la révolution d'Octobre. Indépendamment de la façon dont on jugera les fruits de la période révolutionnaire, il est clair que la classe ouvrière prit une part considérable aux événements de 1917.*

Ce qui conditionna les possibilités de développement de la Révolution russe de 1917-1921 ne fut pas les idées défendues par les organisations politiques, mais les objectifs et les moyens d'action des groupes sociaux en lice. Si la population tout entière s'accordait à réclamer l'abolition du despotisme tsariste, chaque classe sociale avait ses revendications propres. La mince classe bourgeoise souhaitait naturellement des conditions favorables à l'expansion du capital russe. Les paysanNEs, qui constituaient l'écrasante majorité de la population, contrainTEs de travailler sur les grands domaines fonciers et de verser d'exorbitants loyers pour de minuscules lopins de terre, réclamaient l'expropriation des gros propriétaires et la mise en place d'un système de petites fermes privées. De leur côté, les ouvrierES, peu nombreux/ses et concentrÉs dans les zones urbaines de la Russie d'Europe, étaient confrontÉs à de maigres salaires, une grande insécurité de l'emploi et de terribles conditions de travail, des problèmes qui plaidaient pour une forme de collectivisation de l'industrie et un « contrôle ouvrier » – dont la définition était ambiguë – sur la production.

Ces objectifs s'excluaient mutuellement. Sans même évoquer le conflit manifeste entre prolétariat et bourgeoisie, il était impossible de faire coexister une agriculture à l'organisation capitaliste et un secteur industriel plus restreint et collectiviste. La productivité de l'agriculture était si faible que, non seulement le marché agricole peu développé ne fournirait pas une base suffisante pour l'essor de l'industrie, mais de violentes fluctuations d'une année à l'autre ruinaient tout effort visant à planifier l'économie.

Les objectifs politiques communs aux principales classes sociales étaient à portée de main. Pour ce qui est de leurs objectifs économiques, en revanche, non seulement ils s'avéraient incompatibles, mais aucun ne pouvait constituer le principe structurant l'ensemble de la société. La position minoritaire des ouvrierES excluait un système régulé par leurs besoins et désirs, tandis que la mise en place d'une économie de marché capitaliste fut rendue impossible du fait de la faiblesse de la classe bourgeoise et de sa dépendance vis-à-vis de l'Etat, mais aussi de la désorganisation, de la pauvreté et de l'illettrisme sévissant dans la paysannerie – et, finalement, de la puissance politique acquise par le Parti bolchevique à partir de 1917.

La « politique » et l'« économie » ne sont pas deux phénomènes distincts, mais des aspects d'un même rapport de forces au sein de la société. Le choix de la forme politique qui devait émerger du processus révolutionnaire revenait à celui des groupes en lice qui parviendrait à établir son pouvoir sur la société, donc sur l'économie. Les choses tournèrent de telle façon que ce pouvoir n'échut ni à la bourgeoisie, ni à la paysannerie, ni à la classe ouvrière, mais à la fraction de l'intelligentsia formant le Parti communiste.

La grande force des bolcheviks fut de parvenir à créer une structure sociale nouvelle en soumettant l'économie au contrôle de la sphère politique dont ils étaient maîtres, ce qu'ils accomplirent en s'emparant du pouvoir en tant que classe dirigeante, au détriment des capitalistes, des paysanNEs et des ouvrierES. Avant qu'ils n'y parviennent – ce qu'ils firent en surfant sur la vague de la révolte et des initiatives populaires –, la classe ouvrière russe s'était montrée capable de développer des formes de lutte et de recomposition sociale dont la portée dépassait de beaucoup le lieu et le moment historique où elles voyaient le jour. Cet article se propose de retracer brièvement l'histoire de deux de ces formes, les soviets et les comités d'usines, dont l'intérêt pour les révolutionnaires d'aujourd'hui demeure immense.

## L'expérience de 1905

Le capitalisme russe revêtait avant la Première Guerre mondiale une forme à peu près semblable à ce que nous observons aujourd'hui dans nombre de pays sous-développés. Les capitaux étrangers contrôlaient pratiquement toute l'industrie qui était localisée dans un nombre restreint de zones urbaines. Si les ouvrierES ne représentaient qu'une fraction minime de la population (la plus haute estimation, celle de Trotski, ne dépassant pas 10%), l'industrie – et, par conséquent, la classe ouvrière – était cependant très concentrée. La plupart des usines étaient de taille importante et bâties le long des axes les plus modernes pour l'époque : les lignes de chemin de fer. Durant les trois décennies précédant la guerre, les ouvrierES avaient vu leur nombre augmenter rapidement et, avant le tournant du siècle, avaient développé une forte conscience de classe.

À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, il était encore fréquent que les ouvrierES de l'industrie russe ne séjournent dans les zones urbaines et ne travaillent à l'usine qu'une partie de l'année. Le reste du temps, ils/elles le passaient au village, à cultiver la terre, et ils/elles restaient attachéES avant tout à la vie rurale et aux activités agricoles. Toutefois, le rapide essor de l'industrie offrit bientôt des emplois pour toute l'année à un nombre croissant de travailleurs/euses. Des familles entières s'installèrent alors en ville, rompant leurs liens anciens avec le village et la société paysanne. Entre 1885 et 1897, la population urbaine s'accrut de 33,8%, tandis que celle de Moscou, notamment, augmentait de 123%.<sup>1</sup> Ces gens commencèrent à se penser comme étant avant tout des ouvrierES, et non plus des paysanNEs travaillant à l'usine quelques mois par an. Ce n'était désormais plus l'endettement, les propriétaires fonciers ou les questions agricoles qui les préoccupaient, mais les salaires, les conditions de travail et le coût de la vie. L'absence de tradition artisanale constituée favorisa l'apparition de cette conscience nouvelle d'appartenir à une classe ouvrière, car rares étaient les divisions au sein des travailleurs/euses et similaires les problèmes auxquels ils/elles avaient à faire face. Massés dans d'immenses usines, vivant ensemble dans des villes à la croissance rapide, ils/elles découvrirent qu'ils/elles avaient en commun un certain nombre de problèmes très spécifiques qui n'avaient rien à voir avec ceux qu'ils/elles rencontraient autrefois au village. C'est ainsi qu'en même temps que l'industrie russe, une conscience de classe grandit.

Les événements de 1905 furent à la fois rendus possibles et stimulés par le développement de cette conscience de classe. Plus de cent mille ouvrierES des usines de Saint-Pétersbourg se mirent en grève en janvier de cette année-là. Quelques jours plus tard, revendiquant une amélioration des conditions de travail mais aussi une représentation politique, ils/elles vinrent présenter au tsar une pétition lui demandant d'alléger leurs difficultés et de leur permettre de former une assemblée constituante. Les soldats du tsar ouvrirent le feu sur les manifestants massés devant son palais. La grève s'amplifia et gagna toutes les cités industrielles du pays, touchant au moins 122 villes et localités et plus d'un million de personnes sur une période de deux mois.<sup>2</sup> En dépit d'une sévère répression, grèves, manifestations et réunions publiques se poursuivirent de façon sporadique tout au long du printemps et de l'été. Les ouvrierES dans toutes les zones urbaines élurent des comités chargés d'organiser les grèves.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> L. Trotski, *1905*, Librairie de l'Humanité, 1923 (1907).

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Cf. O. Anweiler, *Les Soviets en Russie (1905-1921)*, Gallimard, 1997 (1972), qui écrit : « La genèse de ces conseils au cours de la révolution de 1905 démontre de manière irréfutable que ces organes avaient initialement pour objet la défense des intérêts

À la mi-septembre, les ouvrierEs typographes et les imprimeurs/euses de Moscou appelèrent à une grève dans l'ensemble de l'industrie. Plus de cinquante ateliers cessèrent le travail. Par solidarité, d'autres secteurs industriels de la ville se mirent en grève. Début octobre, les typographes de Saint-Pétersbourg, en signe de soutien à leurs collègues moscovites, firent grève trois jours durant. À la fin de la première semaine d'octobre, dans toute la Russie d'Europe, les ouvrierEs du chemin de fer débrayèrent à leur tour et appelèrent à une grève générale, réclamant la journée de huit heures, les libertés civiles, l'amnistie et une assemblée constituante. La grève commença à s'étendre à toutes les zones urbaines, parvenant, vers le 12 octobre, à paralyser l'ensemble de la production, à l'exception des secteurs dont dépendait le succès du mouvement : imprimeries, trains transportant les déléguéEs des travailleurs/euses, etc. Le gouvernement répondit en alternant concessions et répression.

À partir du 10 octobre, les usines de Saint-Pétersbourg se mirent à envoyer des déléguéEs aux réunions de ce qui allait devenir le Soviet. Au début, ces réunions ne rassemblaient pas plus de trente à quarante déléguéEs. Le 13 octobre, ils/elles diffusèrent un appel à une grève générale à caractère politique – autrement dit réclamant une assemblée constituante et des droits politiques – et demandèrent à chaque usine d'envoyer ses représentantEs. Les ouvrierEs comprirent immédiatement les enjeux d'une telle représentation dans le cadre des ateliers. Ayant élu des déléguéEs pour participer à la commission Chidlovski (chargée d'enquêter sur la condition ouvrière) et, par ailleurs, pour former les comités de grève des neuf derniers mois, ils savaient désormais comment s'y prendre. Anweiler note :

« Quand la vague de grèves venue de Moscou gagna Saint-Pétersbourg et que, le 11 octobre, les usines commencèrent à cesser le travail, les ouvrierEs eux/elles-mêmes éprouvèrent le besoin de se rassembler de façon à décider ensemble quelle était la voie à suivre. C'est dans ce dessein que, dans plusieurs entreprises – aux usines Putilov et Obukhov, notamment –, on procéda à l'élection de déléguéEs parmi lesquellEs plus d'unE avait fait partie du comité de grève ou de la commission Chidlovski. »<sup>4</sup>

Un nombre croissant d'entreprises élirent des déléguéEs. Au bout de trois jours, on en comptait 226, représentant 96 usines et ateliers (la règle habituelle était, pour chaque usine, d'unE déléguéE pour 100 employéEs). Il fut décidé d'ouvrir les réunions aux représentantEs des divers partis de gauche (les bolcheviks, les mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires). Le 17 octobre, ce groupe s'accorda sur le nom de « Soviet [mot russe signifiant "conseil", N.d.l.T.] des députéEs ouvrierEs », élu un comité exécutif provisoire de 22 membres (deux pour chacun des sept quartiers de la ville, deux pour chacun des quatre syndicats les plus puissants) et décida de publier son propre journal, *Les Nouvelles du Soviet des députéEs ouvrierEs*. Le Soviet, qui n'avait au début d'autre tâche que l'organisation et la conduite de la grève, se redéfinit lui-même quelques jours plus tard comme un organe de représentation des travailleurs/euses, notamment du point de vue politique, au sein du mouvement révolutionnaire ouvrier de la capitale [qui à l'époque était Saint-Pétersbourg]. Il devint rapidement un « parlement des ouvrierEs », rôle qu'il tenta de conserver même après que la grève eut cessé fin octobre. Selon Anweiler, « ce changement n'était ni délibéré ni consciemment exprimé. Après avoir à son apogée donné naissance au Soviet, le mouvement révolutionnaire s'enfla brusquement, plus impétueux que jamais, et l'organe qu'il avait mis en place l'accompagna dans cette voie. »<sup>5</sup> Le Soviet était né d'un impératif : organiser et assurer la poursuite de la grève générale. Les ouvrierEs n'avaient besoin de personne pour comprendre l'utilité cruciale d'une telle organisation.

Les grèves virent se créer des organisations similaires dans tous les centres urbains de la Russie d'Europe (et même dans quelques gros bourgs). Il en naquit entre 40 et 50 rien qu'en octobre. Si la plupart ne fonctionnèrent que peu de temps, leur importance ne doit toutefois pas être sous-estimée. Pour la plupart

---

des ouvrierEs dans le cadre de l'usine. C'est parce que ceux/celles-ci aspiraient à unir leurs luttes fragmentées et à leur donner une direction commune – et non dans le but de conquérir le pouvoir par l'action politique –, que naquirent les premiers conseils ».

<sup>4</sup> *Ibid.* Anweiler précise que, sur les quarante premiers déléguéEs, seulEs une quinzaine n'avait participé auparavant ni à la commission Chidlovski ni aux comités de grève.

<sup>5</sup> *Ibid.*

de ceux/celles qui s'y investirent, ce fut une première expérience de la démocratie directe. Les soviets émanaient de la base, formés par les ouvrierEs, les paysanNEs, les soldats – et ils reflétaient leurs désirs, exprimés sous forme de résolutions non sectaires. Nul parti politique ne dominait les soviets, et nombre de travailleurs/euses étaient hostiles à l'idée d'accueillir dans leur sein des représentantEs des partis politiques. Avant tout, la création de la plupart des soviets avait pour objectif la résolution des problèmes immédiats des travailleurs/euses : la réussite du mouvement de grève et la conquête de la journée de huit heures et des droits politiques. Les soucis quotidiens des travailleurs/euses étaient aussi ceux des soviets.

Alternant concessions (un parlement, la Douma, fut institué) et répression sélective, le tsar brisa la grève et éradiqua les soviets restants. Toutefois, en dépit de son échec manifeste, la révolution de 1905 ouvrit la voie aux événements de 1917. Constitués dans le cadre de l'usine, les soviets avaient assuré les fonctions à la fois d'assemblées des travailleurs/euses, de syndicats et de comités de grève, tout en conférant à leurs membres un certain sens de l'autonomie. Ces expériences s'avèreraient utiles pour affronter les graves problèmes du début 1917, lorsque les travailleurs/euses se trouveraient plongéEs dans une situation de profonde crise sociale.

## Réapparition des soviets en 1917

Les problèmes qui attendaient la population au tout début de 1917 étaient graves, en effet. Les conséquences de la participation russe à la Première Guerre mondiale devenaient insupportables. Le pays était paralysé du fait de sa dépendance vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest en ce qui concernait les matières premières. L'inflation, la hausse des taux intérêts et les pénuries de denrées alimentaires prirent les proportions d'une crise. La production chuta. L'armée engloutissait les hommes par milliers, entraînant une pénurie d'ouvrierEs agricoles et de main d'œuvre qualifiée dans l'industrie. Il devenait toujours plus difficile de se procurer du pétrole, que ce soit pour usage personnel (chauffage) ou pour faire tourner les usines. Les masses du peuple russe, tout particulièrement la classe ouvrière, désespéraient de trouver une issue. Voline se souvient :

« En janvier 1917 la situation devint intenable. Le chaos économique, la misère des travailleurs/euses, la désorganisation sociale étaient tels que les habitantEs de quelques grandes villes – notamment Petrograd [ex-Saint-Pétersbourg] – commencèrent à manquer non seulement de combustibles, de vêtements, de viande, de beurre, de sucre, etc., mais même de pain.

Dans le courant du mois de février, les choses s'aggravèrent encore. [...] Non seulement la population des villes se vit vouée à la famine, mais encore l'approvisionnement de l'armée cessa complètement. Et, dans le même temps, la débâcle militaire s'avérait totale. »<sup>6</sup>

Le mécontentement gronda dans l'armée et la marine à mesure que la guerre s'éternisait. Parmi les paysans enrôlés, il y eut des rébellions contre le despotisme des officiers, et une camaraderie naquit entre les conscrits pris au piège d'une situation militaire qui allait de mal en pis. Au sein de l'appareil militaire, travailleurs et paysans se rencontraient et débattaient. Au début de 1917, les forces armées bouillaient de révolte contenue. Le 23 février, une grève éclata parmi les ouvrierEs du textile de Petrograd. Les manifestations, qui étaient en fait quasiment des émeutes de la faim, s'étendirent à toute la ville. Les soldats, qui avaient écrasé le même genre d'émeute en 1905, refusèrent cette fois de tirer, et beaucoup se joignirent aux révoltéEs. Vers la fin du mois, après trois jours de grève générale et de manifestations spontanées, Petrograd était aux mains de la classe ouvrière. Victor Serge, qui participa aux événements, écrit :

« La révolution éclata dans la rue, les grévistes déferlant des usines par milliers en criant "du pain ! du pain !". Les autorités municipales les virent venir, impuissantes : il n'était pas en leur pouvoir de

---

<sup>6</sup> Voline, *La Révolution inconnue 1825-1917*, t. I, Entremonde, 2009 (1947). Texte intégral en français à l'adresse : [http://www.entremonde.net/Voline\\_La-Revolution-Inconnue\\_Livre1](http://www.entremonde.net/Voline_La-Revolution-Inconnue_Livre1)

mettre fin à la crise. La fraternisation des soldats avec les manifestantEs dans les rues de Petrograd consumma la chute de l'aristocratie. La soudaineté des événements surprit même les organisations révolutionnaires [...]. »<sup>7</sup>

Trotsky lui-même va jusqu'à reconnaître qu'en février, ces dernières constituèrent plutôt des entraves pour la classe ouvrière :

« Ainsi, il est établi que la révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent les réticences de leurs propres organisations révolutionnaires, et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres : les ouvrières du textile, au nombre desquelles, sans aucun doute, l'on devait compter bon nombre de femmes de soldats. »<sup>8</sup>

La révolution gagna toute la Russie. Les paysanNEs s'emparèrent de la terre ; dans l'armée, la discipline disparut ; les marins du port de Kronstadt, en mer Baltique, prirent le contrôle de leurs navires, puis de la ville même ; les soviets resurgirent en tant que mode d'organisation, d'abord dans les régions industrielles, puis parmi les soldats, les marins et les paysanNEs.

Dès l'abdication du tsar, un gouvernement provisoire fut mis en place, formé de bourgeois et d'aristocrates qui cherchèrent dans un premier temps à instituer une monarchie constitutionnelle. Ils durent bientôt renoncer à cette idée. De surcroît, en dépit de leurs proclamations, lois, débats, etc., ils ne parvinrent pas à imaginer des solutions aux problèmes auxquels faisaient face le gros de la population, tant ouvrière que paysanne. Les soviets nés partout dans le pays constituaient pour leur part le seul gouvernement légitime aux yeux des ouvrierEs, paysanNEs et soldats qui venaient à eux avec leurs revendications.

Néanmoins, à examiner de plus près l'organisation et la composition de ces soviets, on constate que ce n'était pas tout à fait des organes de masse permettant aux ouvrierEs et aux paysanNEs d'exercer un contrôle sur leur activité quotidienne. Le soviet de Petrograd, le plus célèbre de tous, offre en outre un bon exemple de leur structure et de leur mode de fonctionnement. Il était intégralement constitué d'intellectuelLEs libéraux/ales et radicaux/ales qui, réunis le 27 février, avaient proclamé de leur propre chef la naissance du « Comité exécutif du Soviet de Petrograd »<sup>9</sup>. Après quoi, ils appelèrent à l'élection du soviet proprement dit. Le 28 février, suite à la proclamation de ce « comité exécutif », on vota donc dans les usines. Vers treize heures, plus de 120 déléguéEs se réunirent en assemblée plénière. Toutefois, cette réunion fut – comme devaient l'être beaucoup d'autres à l'avenir – chaotique : on ne put vérifier l'identité de chacunE et bien peu de problèmes furent réglés. Toutes les décisions cruciales furent prises dans la « stricte intimité » du comité exécutif.<sup>10</sup> Quelques-unes de ces décisions, telle celle du 2 mars statuant que le soviet ne coopérerait pas avec le gouvernement provisoire, furent soumises à la ratification de l'assemblée générale. Mais la plupart des décisions ne le furent pas.

Nicolas Soukhanov, journaliste et membre de ce comité exécutif, décrit le fonctionnement du soviet :

« Aujourd'hui encore, moi, membre du comité exécutif, j'ignore totalement ce que le soviet a bien pu faire ce jour-là. Je ne m'en suis jamais soucié, ni alors ni plus tard, tant il était manifeste que toutes les questions pratiques essentielles reposaient sur les épaules du comité exécutif. Quant au soviet lui-même, vu la situation qui régnait à ce moment-là et étant donné sa composition en quantités comme en qualités, il était clairement incapable de fournir le moindre travail, y compris en tant qu'assemblée, et ne remplissait qu'une fonction morale.

---

<sup>7</sup> V. Serge, *L'An I de la Révolution russe*, La Découverte, 1997 (1930).

<sup>8</sup> L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. I, du Seuil, 1950 (1930). Texte intégral en français à l'adresse : <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrrsomm.htm>

<sup>9</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, rapporte que pas unE seule d'entre eux/elles n'était déléguéE d'usine.

<sup>10</sup> *Ibid.*

Il revenait au comité exécutif à la fois de régler seul les affaires courantes et de donner le jour à une ébauche de gouvernement. Primo, faire passer ce programme auprès du soviet était une simple formalité ; secundo, cette formalité ne présentait aucune difficulté et nulLE ne s'en souciait [...].

Je me souviens avoir demandé à quelqu'un qui sortait de derrière un rideau : "Et quoi de neuf au soviet ?". Il eut un geste de désespoir : "Une assemblée générale ! ChacunE est libre de se lever pour dire ce qu'il/elle veut !" »<sup>11</sup>

L'aspect le plus intéressant de ce soviet était la communication directe de personne à personne et l'esprit de corps qui s'instaura entre les déléguéEs, qu'ils/elles soient ouvrierEs ou soldats. La présence de tant de délégués issus de l'armée conféra de fait au comité exécutif, dans la mesure où il jouissait ainsi du soutien des troupes locales, un pouvoir supérieur à celui du gouvernement provisoire.

Le soviet comptait plus de 3000 déléguéEs vers la fin mars, les deux tiers étant des soldats. Les déléguéEs étaient éluEs sur le principe d'unE représentantE pour 1000 ouvrierEs, unE pour chaque usine de moins de 1000 ouvrierEs et un pour chaque unité militaire. À la mi-avril, la taille du soviet le rendant ingérable, le comité exécutif proposa de le réorganiser. Une nouvelle assemblée fut élue, comptant quelque 600 membres, soldats et ouvrierEs à parts égales. Cette restructuration fut menée à bien par un comité spécial (désigné par le comité exécutif) qui, pour réduire les effectifs, procéda à l'exclusion des « déléguéEs occasionnelLEs » et de ceux/celles issuEs de groupes trop restreints. Quoi qu'il en soit, le pouvoir demeura aux mains du comité exécutif. Il en avait été ainsi dès le début et cela continua durant tout le printemps et l'été de 1917.<sup>12</sup>

Le comité exécutif élargit ses attributions, créant plusieurs commissions chargées de tâches diverses : publier des journaux, superviser le fonctionnement de certains services, etc. Plus ces commissions se multipliaient et plus la base du soviet perdait de son pouvoir. Les assemblées générales s'espacèrent et, bientôt, le soviet ne fut plus qu'un forum ouvert où les déléguéEs pouvaient se rencontrer, échanger leurs points de vue et apprendre les nouvelles en vue de tenir leurs électeurs/trices au courant. Il est vrai qu'il permit à ceux/celles qui n'avaient jamais eu la chance de s'exprimer en public de le faire. Mais il ne représenta pas le pouvoir des classes laborieuses. S'il représenta quelque chose, ce fut plutôt leur impuissance.

Le soviet de Petrograd semble assez représentatif des soviets de Russie, que ce soit ceux des zones urbaines ou ceux de la campagne. En de nombreux cas, ouvrierEs ou paysanNEs finirent par entrer en conflit avec leur soviet qui, pas davantage que le gouvernement provisoire, ne pouvait apparaître comme un organe de pouvoir au service des classes laborieuses. Cependant, les ouvrierEs allaient se révéler capables de mettre en place de tels organes : les comités d'usines.

## Les comités d'usines

Là où les soviets s'intéressaient essentiellement aux questions politiques – structure du gouvernement, poursuite de la guerre –, le seul souci des comités était le maintien de la production au sein de leur usine. Beaucoup furent formés en réaction à la fermeture ou à la tentative de sabotage des sites industriels par leurs propriétaires. C'est au moyen de ces comités que les ouvrierEs comptaient résoudre leur problème essentiel : relancer la production, continuer à nourrir leurs familles au milieu du chaos économique. Pour un grand nombre d'ouvrierEs, l'alternative consistait à prendre en charge eux/elles-mêmes la production

---

<sup>11</sup> N. Soukhanov, *La Révolution russe 1917*, Le Cercle du nouveau livre d'histoire, 1966 (1922), cité également dans R. Pethybridge (éd.), *Witnesses to the Russian Revolution*, 1967. Les faits rapportés par Soukhanov sont confirmés par O. Anweiler, *op. cit.*, mais aussi par « The Political Ideology of the Petrograd Soviet in the Spring of 1917 » in R. Pipes (éd.), *Revolutionary Russia*, 1968 ; W. H. Chamberlin, *The Russian Revolution 1917-1921*, 1935 ; R. P. Browder et A. F. Kerenski, *The Russian Provisional Government 1917*, 1961 ; et L. Trotski, *Histoire de la Révolution russe*, vol. I, *op. cit.*

<sup>12</sup> O. Anweiler, *op. cit.* Lire aussi à ce sujet W. H. Chamberlin, *op. cit.* ; I. Tsereteli (membre du comité exécutif), « Reminiscences of the February Revolution », *The Russian Review*, vol. 14, n°2, 3 et 4, 1955 ; G. Katkov, *Russia 1917: The February Revolution*, 1979.

ou à mourir de faim. D'autres, dont l'emploi était relativement assuré, furent poussés en avant à la fois par la flambée d'activité qui caractérisa la révolution et par la situation économique qui allait à vau-l'eau. S'ils voulaient conserver leur sécurité, il fallait qu'ils/elles aient leur mot à dire dans la gestion de leur usine. Tous réalisèrent qu'il leur fallait s'organiser au niveau même des ateliers afin de protéger leurs intérêts et d'améliorer leur situation.

Les syndicats n'étaient ici d'aucune aide. Jusqu'au tournant du siècle, ils avaient été illégaux. La tradition des guildes, qui avaient représenté un important précurseur du syndicalisme en Europe de l'Ouest, n'existait pas en Russie en raison du fait que l'industrie y était encore assez peu développée. Toujours menacé de répression, le syndicalisme n'était susceptible d'intéresser que les ouvrierEs les plus politisésEs, lesquelles avaient plutôt tendance à intégrer les organisations politiques radicales déjà en place. Les syndicats existants ne jouèrent qu'un rôle insignifiant dans les événements de 1905 et beaucoup furent écrasés par la répression des années suivantes. À quelques-uns seulement, soigneusement choisis par les autorités, on permit de continuer à fonctionner mais sous le contrôle de la police. Au moment de l'insurrection de février 1917, il existait plusieurs organisations syndicales d'envergure nationale, mais rares étaient celles qui jouissaient d'une réelle influence au sein des usines. La plupart de leurs dirigeants étaient des mencheviks, hostiles à l'idée que les ouvrierEs puissent intervenir de quelque manière que ce soit dans la gestion interne des usines. Au cours des premiers mois de 1917, les effectifs des syndicats grimperent de quelques dizaines de milliers à un million et demi. La plupart de ces nouvelles adhésions s'avéraient cependant de pure forme : appartenir à un syndicat était pour toutE ouvrierE radicalE une simple question de principe. Le véritable activisme se manifestait plutôt du côté de la prolifération incroyable des comités d'usines, organes formés et contrôlés par les ouvrierEs sur chaque site industriel et à travers lesquels ceux/celles-ci cherchèrent des solutions à leurs problèmes.

Avant tout, les ouvrierEs voyaient dans ces comités la structure organisationnelle qui allait leur permettre d'affronter – et, espéraient-ils, de résoudre – leur problème le plus pressant : la prise en main de la production sur leur lieu de travail. Seuls ces organes, directement contrôlés par l'assemblée des ouvrierEs de l'usine, permettaient de développer l'organisation, la solidarité et l'échange de savoirs nécessaires à la gestion de la production. (Les soviets, eux, s'intéressaient essentiellement aux questions « politiques » et, leurs réunions étant habituellement chaotiques, ils n'offraient ici que peu de secours.) Des comités d'usines virent le jour dans tous les centres industriels de la Russie d'Europe. Ils furent toujours composés exclusivement d'ouvrierEs travaillant effectivement sur le site même. Les décisions les plus importantes devaient être prises en assemblée générale. Les ouvrierEs cherchèrent ainsi à affirmer leur pouvoir au sein des usines afin de résoudre leurs problèmes urgents. NULLE n'était en mesure de le faire à leur place. Dès les premiers mois de la révolution, les comités listèrent les doléances de leurs membres et, lorsque c'était possible, passèrent à l'action en vue d'y remédier. Paul Avrich décrit le fonctionnement de quelques-uns des comités aux premiers mois du soulèvement :

« Dès le début, les comités ouvriers ne se contentèrent pas de réclamer de meilleurs salaires et une réduction du nombre d'heures, bien que ces deux points fussent en tête de toutes les listes ; en plus d'améliorations sur le plan matériel, ils voulaient avoir voix au chapitre de la gestion. Le 4 mars, par exemple, les ouvrierEs de l'usine de chaussures Skorokhod à Petrograd interpellèrent, certes, leurs dirigeants pour obtenir d'eux la journée de huit heures et une augmentation, ainsi qu'une double paye en cas d'heures supplémentaires ; mais ils exigèrent aussi la reconnaissance officielle de leur comité et son droit de regard sur les questions d'embauche et de licenciement. À l'usine de radiotélégraphie, un comité fut organisé expressément pour “décider des règles et des principes régissant la vie interne de l'entreprise”, tandis que d'autres comités d'usines étaient élus principalement en vue de contrôler les activités des directeurs, ingénieurs et contremaîtres. Du jour au lendemain, des formes embryonnaires de “contrôle ouvrier” sur la production et la distribution apparurent dans les grandes entreprises de Petrograd, en particulier dans les usines métallurgiques d'Etat dédiées exclusivement à l'effort de guerre et employant peut-être le quart des ouvrierEs de la capitale. »<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> P. Avrich, *Les Anarchistes russes*, Maspero, 1979 (1967).

À mesure que la situation économique s'aggravait encore à la suite de la révolution de Février (l'inflation se poursuivait, la production redémarrait à peine, et seulement de façon sporadique), les ouvrierEs laissèrent de côté leurs revendications concernant les salaires, les conditions de travail et le principe du « contrôle ouvrier », pour s'emparer concrètement des commandes et faire fonctionner un nombre croissant d'usines. Vaille que vaille il fallait continuer en espérant une sortie de crise prochaine. Dans l'immédiat, leur problème se situait au cœur même de l'usine : comment relancer la production sans l'aide de la hiérarchie. Une fois ce premier obstacle perçu et surmonté – ce qui fut fait souvent en redémarrant de fait la production sous le contrôle direct des ouvrierEs exercé par le biais des comités d'usines –, un nouveau problème apparut, autrement plus insoluble.

Aucune usine n'était autosuffisante. Pour produire, il fallait des matières premières ; et pour produire en continu, un réseau de distribution. De nombreux comités d'usines entrèrent dans le jeu de la concurrence pour l'accès aux matières premières et pour la vente de leurs produits. Mais cette solution se révéla insatisfaisante. Certaines usines n'avaient pas les moyens d'acheter les matières premières qui leur étaient indispensables. La concurrence en faisait grimper les prix. Un nombre croissant de sites industriels, qui venaient à peine de relancer leur production, se trouvèrent menacés de devoir fermer du fait de leur incapacité à se procurer les matériaux ou les machines nécessaires. Le besoin d'une fédération devenait manifeste. Les ouvrierEs réalisaient – certainEs plus vite que d'autres – qu'il leur fallait trouver un moyen de coopérer et de s'organiser avec d'autres usines et d'autres régions : celles qui leur fournissaient les matières premières, celles qui produisaient les mêmes produits qu'eux/elles et celles qui avaient besoin de ces produits. La seule « expropriation » de telle ou telle usine pour le compte de ses ouvrierEs ne résolvait pas les problèmes économiques pressants ; il fallait pour cela l'effort conjugué et coordonné des ouvrierEs de nombreuses entreprises. Celles-ci ne devaient plus rester isolées. Et les ouvrierEs se tournèrent vers leurs comités d'usines pour mettre en place des procédés de coordination à l'échelle des régions et des secteurs industriels.

Cependant, cherchant à imposer ses propres idées quant à la gestion de la production, le gouvernement provisoire s'efforçait de saper les activités des comités d'usines et de les limiter à la surveillance des conditions sanitaires et de sécurité sur les lieux de travail. De son point de vue, il n'était pas question de coordonner quoi que soit sans la supervision du gouvernement et de ses antennes locales. Ce qui fournit aux ouvrierEs des comités d'usines un motif supplémentaire pour unir leurs forces : isolés, ils risquaient de voir le gouvernement les dépouiller de leur pouvoir ; unis, ils représentaient une force indestructible – sauf à considérer que le gouvernement fût prêt à stopper toute activité productive, éventualité fort improbable. Il semble que la première réunion de plusieurs comités ait eu lieu à Petrograd vers la mi-avril. La principale résolution adoptée à cette occasion consista en une ferme réaffirmation du droit des travailleurs/euses à contrôler la vie interne des entreprises, en particulier « la durée de la journée de travail, les salaires, la politique d'embauche et de licenciement, les autorisations d'absence, etc. »<sup>14</sup> Toutefois, en termes de communication entre comités dans le but d'organiser la production, on ne dépassa pas, cette fois-là, l'échelle de la ville.

Le gouvernement provisoire passa lui aussi à l'action en avril. Le 23 de ce mois, des statuts furent promulgués qui reconnaissaient aux comités d'usines le droit de représenter les ouvrierEs dans leurs négociations avec la hiérarchie et de veiller aux conditions sanitaires dans les ateliers. Ces statuts avaient surtout pour but de « limiter l'importance et le rôle des comités d'usines et restreindre leurs prérogatives »<sup>15</sup>. Toutefois, le gouvernement n'avait pas le pouvoir de les faire appliquer. Les ouvrierEs, partout en Russie, comprirent instantanément ce que le gouvernement cherchait à faire et répliquèrent avec énergie. Selon Pankratova, historienne bolchevique du mouvement des comités d'usines, chaque site industriel et chaque aire urbaine importante fut le théâtre de manifestations spontanées en réaction à la publication de ces statuts. Les ouvrierEs rejetèrent les nouveaux règlements et firent le nécessaire pour

---

<sup>14</sup> Résolution cité par R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, 1960. Cf. aussi A. Pankratova, « Les Comités d'usines en Russie à l'époque de la Révolution », initialement rédigé en russe en 1923 et repris en traduction française dans *Autogestion*, n°4, décembre 1967.

<sup>15</sup> A. Pankratova, *ibid.* Lire aussi F. Kaplan, *Bolshevik Ideology and the Ethics of Soviet Labour*, 1968.



renforcer leur mainmise sur les entreprises, redoublant d'efforts de communication et de coordination entre usines. Cela ne constituait pas seulement une réponse aux manœuvres du gouvernement ; le fait est que la situation économique continuait à se dégrader.<sup>16</sup>

Le 29 mai, se tint à Kharkov une conférence des comités d'usines qui réaffirma à nouveau les principes de l'autogestion ouvrière mais échoua à trouver une solution aux graves difficultés de coordination de l'approvisionnement, de la production et de la distribution. Le lendemain, une nouvelle conférence réunissant l'ensemble des comités d'usines de Petrograd et de ses environs débuta dans la capitale. Plus de 400 représentants des comités y participaient. Une proclamation fut rédigée à cette occasion qui expliquait comment les événements s'étaient enclenchés pour en arriver là – et qui, par conséquent, nous montre comment ces événements étaient perçus par les travailleurs/euses qui les vivaient.

Il s'avère que dès le début de la révolution, les cadres administratifs des usines avaient démissionné. Sur le plan pratique, les ouvrierEs étaient maîtres des lieux. Mais pour que la production ne cesse pas, les comités durent prendre en mains eux-mêmes les tâches de gestion. Aux premiers jours de l'insurrection, en février et mars, les ouvrierEs avaient abandonné leurs postes pour déferler dans les rues. Les usines s'étaient arrêtées. Deux semaines plus tard, la grande majorité des gens retourna au travail et découvrit que beaucoup d'usines avaient été désertées : directeurs, ingénieurs, cadres, mécaniciens, contremaîtres, ayant quelques raisons de penser que les ouvrierEs chercheraient à se venger sur eux, avaient disparu. Les ouvrierEs devaient maintenant redémarrer la production sans équipes d'encadrement pour les guider. Ils durent élire des comités qui, peu à peu, remirent sur pied l'organisation normale du travail. Ces comités étaient chargés de trouver les matériaux nécessaires et, en même temps, de toutes sortes de tâches inattendues et inhabituelles.<sup>17</sup>

La résolution finale de la conférence décrit les comités d'usines comme des « organisations combattantes, élues sur le principe de la plus large démocratie et dotées d'une direction collective ». Quant à leurs objectifs, ils consistaient en « la mise en place de nouvelles conditions de travail [et] l'organisation du contrôle absolu de la production et de la distribution par les travailleurs/euses. » En outre, cette résolution aborda également les questions « politiques », réclamant notamment qu'il y ait « une majorité prolétarienne au sein de toutes les institutions jouissant d'un pouvoir exécutif. »<sup>18</sup>

La conférence s'efforça de dépasser la seule affirmation des principes de l'autogestion ouvrière en formulant des projets visant à mieux coordonner la production. Les représentantEs des comités d'usines présentEs demandèrent sur cet aspect le concours des syndicats. Comme nous l'avons vu, ceux-ci, quoique faibles et sans poids politique à ce stade des événements, possédaient cependant une structure panrusse (autrement dit, d'envergure nationale) fondée sur des relations suivies entre régions et entre branches de l'industrie. À la conférence, on souleva l'espoir qu'il serait possible d'utiliser cette structure en vue de coordonner les activités alors plutôt disparates des comités. Si des réserves furent exprimées quant à l'opportunité de faire appel à une organisation extérieure quelle qu'elle soit – parti politique, syndicat ou toute institution autre que les comités d'usines eux-mêmes –, la gravité de la crise économique poussa malgré tout les représentantEs à agir rapidement. Adopter une structure déjà existante semblait plus simple qu'en créer une *ex nihilo*.

## **Entrée en scène des bolcheviks**

C'est à peu près à ce moment (début juin) que l'influence des bolcheviks au sein des comités d'usines commença à grandir. Il s'agissait d'un groupe plutôt restreint de révolutionnaires professionnelles dirigés par Lénine qui soutenaient la possibilité d'une « révolution socialiste » en Russie. Jusqu'au retour

---

<sup>16</sup> Dans bien des régions, la course entre comités d'usines et travailleurs/euses pour chaparder tout ce qui était transportable contribua également au chaos économique.

<sup>17</sup> Résolution adoptée lors de la conférence des comités d'usines qui s'est tenue à Petrograd du 30 mai au 5 juin 1917, citée in S. O. Zagorsky, *State Control of Russian Industry During the War*, 1928.

<sup>18</sup> Fragments de résolution cités in M. Brinton, *The Bolsheviks and Workers' Control*, 1970.

d'exil de leur leader, ils/elles s'étaient plutôt tenus à l'écart des événements. Mais Lénine modifia rapidement la ligne du parti. Dans les premiers mois de la révolution, les bolcheviks avaient tergiversé quant à la position à adopter concernant le contrôle ouvrier sur la production, le partage des terres entre les paysanNes, le soutien au gouvernement provisoire et la poursuite de la guerre – toutes questions considérées comme cruciales par les ouvrierEs et les paysanNes. Lénine, non sans peine, persuada le parti de clarifier sa position sur tous ces points. Ce faisant, il l'amena à être en phase avec les revendications déjà formulées par la classe ouvrière (entre autres, contrôle de la production par les comités d'usines, pouvoir politique aux soviets, sortie du conflit mondial) et par la paysannerie (entre autres, fin de la guerre et répartition des terres entre ceux et celles qui la travaillaient). Aucun autre parti politique ne se plaça ouvertement en faveur des actions et des revendications des masses russes. C'est pourquoi tant de travailleurs/euses, confrontés aux manœuvres du gouvernement pour ruiner leurs réalisations et mettre fin à leur pouvoir croissant dans les ateliers, virent dans le parti bolchevique un allié opportun. À en croire de nombreux comptes rendus, les bolcheviks exercèrent une grande influence sur la conférence de Petrograd, où ils/elles plaidèrent pour l'unification des comités d'usines (de façon à créer un contre-pouvoir face aux soviets dominés par les mencheviks).

Au bout de quelques semaines, il devint manifeste que les comités d'usines ne pourraient compter sur les syndicats pour assurer la coordination. Une réunion intersyndicale eut lieu à Petrograd fin juin où il apparut clairement que ceux-ci souhaitaient soumettre les comités à leur autorité. Leur conception de la « coordination » consistait en ce que les institutions d'envergure nationale devaient se charger de toutes les décisions cruciales concernant la production et la distribution tandis que les comités (qui deviendraient de fait des organes rattachés aux syndicats) mettraient en œuvre ces décisions. Bref, la « coordination » par l'intermédiaire des structures syndicales signifiait tout bonnement la soumission aux syndicats.

Vers la fin juin, la Russie fut le théâtre d'un processus de polarisation dont les lignes de fractures n'étaient ni clairement dessinées ni toujours bien perçues par la population. La plus saillante était celle qui séparait les comités d'usines de toutes les autres institutions – soviets, syndicats, partis politiques, gouvernement provisoire – qui toutes, à leur manière propre, tentaient de prendre le contrôle des comités. Par ailleurs, le gouvernement était lui-même divisé en factions cherchant chacune à établir sa suprématie sur les autres. (Seuls les bolcheviks, parmi les partis, semblaient du côté des comités.) Les ouvrierEs impliqués dans les comités ne considéraient pas les soviets comme des adversaires mais étaient déçus de les voir tergiverser au sujet de l'extension du contrôle ouvrier à toute la production et se montrer si pusillanimes vis-à-vis du gouvernement sur les questions relatives au pouvoir politique.

Début juillet, exaspérées par la politique du gouvernement provisoire (poursuite de la guerre, manœuvres visant à entraver le travail des comités) et par ce que les soviets faisaient (ou, plus exactement, ne faisaient pas), les masses explosèrent en manifestations violentes et en réquisitions de terres par les paysanNes. Le 3, un groupe de soldats et d'ouvrierEs armés fit irruption dans les locaux du soviet de Petrograd (tandis qu'une foule plus importante manifestait au dehors) et accusa ses membres de compromission avec la classe bourgeoise et d'hésitation à s'emparer du pouvoir politique. Ils réclamèrent que le gouvernement national soit confié aux soviets, que toutes les terres soient nationalisées, qu'un certain nombre de ministres issus de la bourgeoisie quittent leurs fonctions et que la Russie cesse de participer à la guerre.<sup>19</sup> Dans tous les centres urbains du pays, le mois de juillet vit se succéder grèves et manifestations massives. Le gouvernement provisoire chercha à rejeter la responsabilité de ces troubles sur les bolcheviks. Ceux/celles-ci, toutefois, avaient plutôt tenté de calmer la population, prenant position contre les manifestations dans leurs journaux et demandant aux membres du parti de ne pas y participer. Il s'ensuivit que les travailleurs/euses les considèrent avec suspicion, certainEs allant jusqu'à déchirer avec dégoût leur carte du parti.

Début août, une grève générale éclata à Moscou, affichant des revendications à caractère principalement politique : fin de la guerre et remplacement du gouvernement provisoire par les soviets. Le soviet de Moscou n'était cependant pas favorable à cette grève, ses dirigeants étant encore réticents à se présenter comme une alternative au gouvernement. En outre, au vu des graves problèmes économiques, le soviet

---

<sup>19</sup> L. Trotski, *Histoire de la Révolution russe, op. cit.*, vol. II.

devenait de plus en plus soucieux de ne pas interrompre la production. La grève avait été lancée par les comités d'usines de la ville, promptement transformés en comités de grève « informant et éduquant les travailleurs/euses, recueillant l'argent, distribuant des aides » et portant la revendication d'un contrôle de la production par les producteurs/trices même, contrôle devant être exercé par l'intermédiaire des comités.<sup>20</sup> Le fossé entre ouvrierEs et soviets se creusait.

Du 7 au 12 août, se réunit la seconde conférence des comités d'usines de Petrograd et de ses environs, qui

« [...] fit un pas décisif vers la mise en place d'une plateforme des comités d'usines fédérés en statuant que 0,25% des salaires des ouvrierEs représentéEs serait prélevé afin d'assurer le financement d'un Conseil Central des comités d'usines. Par ce moyen, le Conseil Central pourrait fonctionner sans dépendre ni de l'Etat, ni des syndicats. »<sup>21</sup>

On parvint à un consensus sur le fait qu'il ne serait pas possible d'utiliser les syndicats pour organiser et coordonner la production. Les bolcheviks, qui constituèrent la majorité des présentEs à la conférence, virent immédiatement dans ce Conseil Central un organe susceptible d'exercer bien d'autres fonctions que la simple coordination. À leurs yeux, il avait vocation à exercer des pouvoirs de décision considérables en matière de production et de distribution, décisions qu'il reviendrait ensuite aux comités de mettre en application.<sup>22</sup> Beaucoup de déléguéEs comprirent qu'un tel organe risquait de saper le contrôle ouvrier déjà existant (et s'étendant) et de prendre les décisions importantes à la place des travailleurs/euses. La création de ce Conseil Central, censé résoudre le problème de la coordination mais au prix de l'affaiblissement du pouvoir des ouvrierEs et de leurs comités, était donc très ambivalente. La résolution finale, qui statua que « les décrets pris par les comités dépendront en dernière instance de l'avis du Conseil Central, et le Conseil pourra abolir tout décret des comités »<sup>23</sup>, représenta un sérieux revers pour touTEs les adversaires d'une mainmise de quelque autorité supérieure que ce soit sur les comités. À peu près au même moment – début août – des représentantEs des comités de tout le pays se réunirent à Moscou. Là encore on chercha à bâtir une structure de coordination, mais à nouveau on n'aboutit qu'à une forme « centralisée » sous la houlette d'un soviet régional.

Pendant ce temps, les comités d'usines continuaient leurs efforts visant à résoudre leur problème numéro un : la prise en main de l'appareil industriel et du procès de production par les producteurs/trices eux/elles-mêmes. L'urgence en devenait plus pressante encore à mesure que les prix des produits de première nécessité (nourriture, vêtements, chaussures) grimpaient deux ou trois fois plus vite que les salaires et que de plus en plus de propriétaires d'usines tentaient de stopper la production.<sup>24</sup> Alarmé par les activités des comités, le gouvernement provisoire déclencha contre eux une attaque juridique tous azimuts. Son acharnement à les détruire nous donne toute la mesure des réalisations que les comités durent avoir accomplies. Le 22 août, le ministre du travail Skobelev envoyait une circulaire établissant que

« Le droit d'embaucher et de renvoyer les employéEs appartient aux propriétaires des usines [...].

---

<sup>20</sup> A. Pankratova, *op.cit.*

<sup>21</sup> F. Kaplan, *op. cit.*

<sup>22</sup> Selon Kaplan, *ibid.*, en s'intéressant à la création de ce Conseil Central les bolcheviks avaient d'autres idées en tête que l'amélioration du fonctionnement de la production. Il écrit : « Il semble que les bolcheviks aient souhaité renforcer le pouvoir du Conseil Central de façon à prendre le contrôle d'une organisation ouvrière capable de tenir la dragée haute aux syndicats et d'affronter les organisations non-ouvrières. »

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Nombreux étaient les travailleurs/euses qui comprenaient parfaitement l'alternative et avaient conscience des tâches qu'ils allaient devoir affronter. A. Pankratova, *op. cit.*, cite une résolution adoptée par une conférence des comités d'usines du textile à la fin de l'été. Les déléguéEs présentEs voyaient bien que leur choix se résumait à « se résigner à la réduction de la production ou risquer d'être renvoyéEs en intervenant activement dans le procès de production et la prise de contrôle de celui-ci ou dans la définition des tâches dans les ateliers. » Ils/elles conclurent que « ce n'est ni par la voie bureaucratique, c'est-à-dire par la mise en place d'un organe fondamentalement capitaliste, ni en protégeant les capitalistes profiteurs et leur pouvoir sur la production que nous nous sauverons nous-mêmes de la catastrophe. La seule voie possible demeure l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier. »

Toute action coercitive de la part des ouvrierEs dans le but d'obtenir le départ ou l'embauche de certaines personnes est considérée comme criminelle et sera punie en conséquence. »<sup>25</sup>

Une autre circulaire, le 28 août, interdit les réunions de comités durant les heures de travail. Cependant, comme le gouvernement n'avait pas le pouvoir de faire appliquer ces directives, elles étaient généralement traitées avec mépris par les travailleurs/euses. Les comités leur offraient le meilleur moyen de maintenir la production et de la contrôler à leur avantage. Les travailleurs/euses n'étaient donc pas disposéEs à céder aux décrets inapplicables du gouvernement. Ce bras de fer se poursuivit durant l'automne 1917, un bras de fer qui ne pouvait se terminer que par la destruction de l'un ou l'autre des protagonistes. Pankratova relève la logique de cet affrontement :

« Le passage d'un contrôle ouvrier passif à un contrôle actif sur la production fut dicté par la logique de l'instinct de survie. L'intervention des comités dans les questions d'embauche et de licenciement constitua un premier pas vers le contrôle direct du procès de production par les ouvrierEs [...]. Plus tard, il devint nécessaire de passer à des formes de contrôle plus complexes du point de vue technique et financier. Ce qui plaça le prolétariat face à un nouveau défi : s'emparer du pouvoir politique afin d'être à même d'établir de nouveaux rapports de production. »<sup>26</sup>

Les ouvrierEs et leurs comités d'usines échouèrent malgré tout à prendre conscience de l'importance de la lutte pour le pouvoir politique. Leurs efforts se cantonnèrent à la sphère « économique ». Quant aux affaires « politiques », elles regardaient les soviets. Les ouvrierEs avaient l'espoir que ceux-ci disputeraient bientôt la direction de l'Etat au gouvernement provisoire et confieraient aux comités, ainsi qu'à leurs conseils en cours de création au niveau des régions, la gestion de la production industrielle. En octobre, ces conseils de comités d'usines étaient en place dans de nombreuses régions de Russie : à Petrograd, Pskov et Nevel pour le nord-ouest ; à Moscou et Ivanovo-Voznessensk pour les régions industrielles du centre ; à Saratov, Kazan et Tsaritsyne [aujourd'hui Volgograd] pour le bassin de la Volga ; à Karkhov, Kiev, Odessa, Iouzovka [aujourd'hui Donetsk] pour les régions minières du sud ukrainien ; à Rostov-sur-le-Don, Nakhitchévan, Iekaterinodar [aujourd'hui Krasnodar] pour le sud-ouest et le Caucase ; à Irkoutsk pour l'Oural et la Sibérie.<sup>27</sup> Des conférences de comités d'usines locaux à Petrograd et Moscou fin septembre et début octobre réaffirmèrent leur rôle nécessaire dans la production – la gestion du procès de production tout entier – et le développement de méthodes de coordination encore plus efficaces.

Peu après fut convoquée la première « Conférence panrusse des comités d'usines » (le terme « panrusse » étant un peu trompeur puisque les comités n'étaient présents que dans les zones urbaines industrialisées). Les membres du Parti bolchevique remportèrent 62% des sièges de déléguéEs et constituèrent la force dominante. Désormais, le parti tenait fermement les rênes du Conseil Central des comités d'usines récemment créé et l'utilisait à ses fins stratégiques propres. Selon un rapport,

« [...] les travaux du Conseil s'avèrent très limités. Les bolcheviks, qui étaient entréEs au Conseil Central en très grand nombre et qui, en réalité, le contrôlaient, parurent délibérément entraver ses efforts relatifs à la lutte économique pour le compte des ouvrierEs. Ils/elles utilisèrent avant tout le Conseil en tant qu'instrument au service de leur stratégie politique visant à prendre le contrôle des syndicats. »<sup>28</sup>

Lors de cette conférence, les bolcheviks parvinrent à faire passer une résolution instituant la structure organisationnelle d'envergure nationale qu'attendaient les comités. Toutefois, cette structure cantonnait explicitement ceux-ci à la seule sphère de la production et suggérait un mode de lutte instaurant un strict

---

<sup>25</sup> Cité par R. P. Browder et A. F. Kerenski, *op. cit.*

<sup>26</sup> A. Pankratova, *op.cit.*

<sup>27</sup> F. Kaplan, *op. cit.*

<sup>28</sup> R. P. Browder et A. F. Kerenski, *op. cit.*

partage des tâches : les comités d'usines, sous la supervision de leur organisation nationale, continueraient leurs activités au niveau des ateliers ; les soviets (désormais contrôlés par les bolcheviks – de nombreux/ses membres des soviets voyaient dans les bolcheviks un appui pour les revendications ouvrières et paysannes, et beaucoup d'autres, notamment des soldats, traditionnellement partisans des libéraux, avaient quitté les villes pour regagner leurs villages, laissant le champ libre aux bolcheviks) disputeraient le pouvoir politique au gouvernement provisoire ; quant au Parti bolchevique lui-même, il coordonnerait les activités de ces différents organes, ainsi que les luttes disparates des classes ouvrière et paysanne. Les délégués non-bolcheviques – et les ouvrierEs qu'ils/elles représentaient – ne rejetèrent pas ce nouveau plan. Bien peu comprirent la nécessité de se battre à la fois sur les deux fronts, « économique » et « politique », de la lutte des classes.

Désormais sur le point de s'emparer du « pouvoir étatique », les bolcheviks commencèrent sans tarder à consolider leur mainmise sur la classe ouvrière. Ils/elles n'encourageaient plus les comités d'usines à redoubler d'activité. La plupart des ouvrierEs et de leurs comités acceptèrent cette volte-face, se disant que cette nouvelle stratégie n'était que temporaire et qu'une fois les bolcheviks maîtres du pouvoir « politique », ils leur restitueraient toute autorité en matière économique.

Peu après, les bolcheviks réussirent leur coup d'Etat et remplacèrent le gouvernement provisoire par leurs soviets sous tutelle étroite. La nouvelle eut un impact prodigieux sur les ouvrierEs qui imaginèrent que cette nouvelle révolution leur donnait le feu vert pour étendre leur champ d'activités, exproprier les capitalistes restants et mettre en place de solides structures de coordination. E. H. Carr décrit leurs réactions juste après la prise de pouvoir :

« L'inclination spontanée des ouvrierEs à organiser des comités et à intervenir dans la gestion des usines fut inévitablement encouragée par une révolution qui les poussait à croire que la machinerie productive russe leur appartenait désormais et pouvait être manœuvrée par eux/elles à leur discrétion et pour leur bénéfice. Tout ce qu'ils/elles accomplissaient déjà avant la révolution d'Octobre, ils/elles pouvaient désormais le faire plus librement et plus ouvertement ; et, pour le moment, rien ne paraissait devoir briser la vague de la révolte. »<sup>29</sup>

Cette débauche d'activité vit notamment la première tentative des comités d'usines pour créer une organisation nationale à eux, indépendante de tous partis ou institutions. Cela représentait une menace implicite pour le nouvel Etat bolchevique, quand bien même les ouvrierEs ne considéreraient leur organisation que comme habilitée à se préoccuper uniquement de questions « économiques ». Cherchant à renforcer sa position, le Parti conclut qu'il lui fallait détruire les comités. Il en avait maintenant les moyens – ce qui n'avait jamais été le cas du gouvernement provisoire. En contrôlant les soviets, les bolcheviks contrôlaient la troupe. Leur mainmise sur les conseils de comités, tant régionaux que national, leur donnait le pouvoir d'isoler et de détruire n'importe quel comité, par exemple en lui fermant l'accès aux matières premières. Les syndicats, devenus des appendices de l'Etat bolchevique, furent utilisés pour mettre un terme au pouvoir des comités. Isaac Deutscher montre comment les bolcheviks se servirent des syndicats pour émasculer les comités durant les mois qui suivirent la révolution :

« Les bolcheviks en appelèrent alors aux syndicats pour rendre un service un peu particulier à l'État soviétique embryonnaire : discipliner les comités d'usines. Contre la volonté de ceux-ci, les syndicats formèrent leur propre organisation nationale ouvrière, annoncèrent la convocation d'un congrès panrusse des comités et exigèrent leur soumission totale à ses décisions. Les comités étaient cependant trop puissants pour capituler si vite. Vers la fin de 1917, on parvint à un compromis par lequel les comités acceptaient un nouveau statut : ils formeraient la base organisationnelle sur laquelle les syndicats eux-mêmes s'appuieraient ; mais du coup, bien sûr, ils se trouveraient *de facto* incorporés aux syndicats. Peu à peu, ils renoncèrent à s'opposer aux syndicats, que ce soit localement ou au plan national, voire simplement à agir indépendamment d'eux. Les syndicats

---

<sup>29</sup> E. H. Carr, *La Révolution bolchevique 1917-1923*, Minuit, 1969-1974 (1950-1953), vol. II. Cf. également P. Avrich, « The Bolshevik Revolution and Workers' Control in Russian Industry », in *Slavic Review*, mars 1963.

devenaient désormais les canaux privilégiés par lesquels le gouvernement dirigeait l'industrie. »<sup>30</sup>

Des groupes d'ouvrierEs se rebellèrent dans plusieurs usines et localités – la révolte de Kronstadt étant la plus célèbre de ces batailles –, mais ils/elles furent taxéEs de « contre-révolutionnaires » et écraséEs par les forces de l'ordre aux mains des bolcheviks. Bientôt, les syndicats eux aussi seraient éliminés à mesure que le Parti chercherait à faire disparaître toute opposition potentielle à sa domination. La place me manque pour décrire dans le détail comme les bolcheviks consolidèrent leur dictature, mais de nombreux ouvrages en rendent compte et la plupart sont assez faciles à se procurer.<sup>31</sup>

## Conclusion

À observer *a posteriori* la façon dont les événements se sont déroulés, on voit ressortir plusieurs points importants. Le facteur décisif dans la révolution – ne serait-ce que de manière passive – fut l'énorme masse de la population paysanne. Les comités d'usines ne représentaient qu'une petite partie de la population et n'auraient jamais réussi à faire fonctionner l'appareil de production russe dans sa totalité. On pouvait s'attendre, en outre, à ce que les ouvrierEs ne parviennent pas à rester sourdEs aux leaders populistes les conduisant à ne voir leur rôle que dans les limites étroites des questions « économiques ». Et, en effet, leur activisme y demeura confiné et ils/elles ne purent empêcher les détenteurs du pouvoir « politique » de détruire leurs réalisations. D'un autre côté, les événements russes montrèrent clairement que, dans certaines circonstances, les travailleurs/euses sont capables de créer leurs propres organisations de lutte, lesquelles peuvent permettre aux producteurs/trices d'exercer un contrôle direct sur le processus de production au sein des usines. Mais un « contrôle ouvrier » cantonné au poste de production est insuffisant. L'étape suivante, la coordination de ces organisations, autrement dit la gestion de la production sociale tout entière par la classe ouvrière, est bien plus difficile à atteindre. Divers autres groupes s'offriront invariablement de s'en charger à la place des travailleurs/euses et, si on les laisse faire, finiront par essayer de contrôler leurs activités. De tels groupes constituent de nouvelles classes dirigeantes en puissance, et c'est pourquoi il est nécessaire de s'y opposer. Ainsi que Karl Marx l'écrivait en préambule des statuts de la première Association internationale des travailleurs/euses, « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs/euses eux/elles-mêmes ».

**Peter Rachleff**

Professeur d'histoire au Macalester College (Saint Paul, Minnesota, USA)

<http://libcom.org/library/soviets-factory-committees-russian-revolution-peter-rachleff>

Cet essai est à l'origine un chapitre de la thèse de doctorat de P. Rachleff, *Marxism and Council Communism*. Une première publication séparée a eu lieu dans Radical America, vol. 8, n°6, novembre-décembre 1974

---

<sup>30</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, 1950.

<sup>31</sup> Parmi les plus intéressants : M. Brinton, *op. cit.* ; P. Avrich, *loc. cit.* ; R. V. Daniels, *op. cit.* ; L. Shapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste (1917-1922)*, Les Iles d'Or, 1957 ; J. Bunyan, *The Origin of Forced Labour in the Soviet Union 1917-1921* ; M. Gordon, *Workers Before and After Lenin* ; A. Kollontai, *L'Opposition ouvrière*, Seuil, 1974 (1921), dont on trouvera de larges extraits en français à l'adresse : [http://www.marxists.org/francais/kollontai/works/1921/00/akoll\\_oo.htm](http://www.marxists.org/francais/kollontai/works/1921/00/akoll_oo.htm)